

Our World Is Not For Sale. Stop Corporate Globalization.

À:

Messieurs les Ministres du Commerce et Messieurs les Ministres de l'Agriculture

Cc:

Ban Ki-moon, Secrétaire général, United Nations

Jacque Diouf, Directeur général, FAO

Monsieur Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC

Monsieur Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du Fonds monétaire international

Monsieur Angel Gurría, Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Le cycle de négociations de Doha de l'OMC ne résoudra pas la crise alimentaire mondiale – Il est temps de trouver de vraies solutions

Messieurs les Ministres,

Le système alimentaire mondial est en crise. Des millions de personnes n'ont plus les moyens ou la possibilité d'accéder aux aliments qu'il leur faut, de sorte que la famine et la malnutrition s'aggravent dans le monde. Les gouvernements doivent faire quelque chose, et tout de suite. Mais la réponse au problème ne réside pas dans plus de dérégulation de la production et du commerce de produits alimentaires. Nous, organisations non gouvernementales et mouvements sociaux, nous vous exhortons à rejeter les affirmations des leaders de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui prônent la conclusion du Cycle de Doha comme solution à la crise actuelle.¹

Nous sommes persuadés que, tel qu'il est prévu, le Cycle de Doha va *aggraver* cette crise en rendant les prix des produits alimentaires plus volatiles, en rendant les pays en développement plus dépendants des importations et en renforçant le pouvoir des multinationales de l'agro-industrie dans les marchés alimentaires et agricoles. Les pays en développement risquent fort de perdre davantage d'espace politique dans leur secteur agricole, et cela limiterait leur capacité de faire face à la crise actuelle et d'améliorer le niveau de vie des petits producteurs.

L'incapacité de contrôler la crise alimentaire illustre l'échec de trois décennies de dérégulation des marchés agricoles. Il faut un système commercial fondé sur un modèle différent, qui mette le développement, l'emploi et la sécurité alimentaires au centre des objectifs à atteindre. Nous demandons des solutions réelles, qui stabilisent la production et la distribution des produits alimentaires de manière à répondre à la demande mondiale de nourriture saine, en quantité suffisante et à un prix abordable. Les gouvernements doivent commencer à considérer les défis qui se posent à l'agriculture avec une vision de long terme. Le récent rapport de l'Évaluation internationale des sciences et technologies agricoles au service du développement (IAASTD) adopté par 57 pays, souligne

que, si l'agriculture moderne a permis d'accroître considérablement la production alimentaire, les bénéfices ont été partagés de façon inégale et ont été obtenus à un prix de plus en plus intolérable pour les petits agriculteurs, les travailleurs, les communautés rurales et l'environnement. Il faut soutenir un modèle différent d'agriculture, qui permette de répondre durablement aux besoins d'une population de plus en plus nombreuse.

Le Cycle de Doha de l'OMC et les accords commerciaux bilatéraux et régionaux qui sont en cours de négociation ne vont pas résoudre la crise alimentaire, pour les raisons suivantes:

1. Les accords commerciaux multilatéraux, bilatéraux et régionaux imposent une libéralisation systématique qui aggrave l'instabilité des prix des produits alimentaires. Cela accroît la dépendance vis-à-vis des marchés internationaux et diminue l'investissement dans la production vivrière locale. La libéralisation du commerce a érodé la capacité de pays en développement de subvenir à leurs besoins alimentaires, comme par exemple le Mexique, le Bangladesh, l'Indonésie ou le Mali. Par suite de l'élimination des barrières douanières, des pays en développement tels que le Ghana, le Kenya, les Philippines, la Jamaïque ou le Honduras, ont subi le dumping de produits fortement subventionnés qui ont porté atteinte à la production alimentaire locale.

Ainsi, les pays en développement sont passés du statut d'exportateurs nets de produits alimentaires au statut d'importateurs nets.² Deux tiers des pays en développement sont importateurs nets de denrées alimentaires et extrêmement vulnérables à la volatilité des prix internationaux. Les propositions faites dans le cadre du Cycle de Doha vont accroître la dépendance des pays vis-à-vis des importations et réduire encore plus leur capacité de nourrir leur propre population.

2. Des prix alimentaires élevés apportent d'énormes bénéfices aux agro-industries transnationales et aux cartels de produits de base qui contrôlent le commerce dans les secteurs alimentaire et agricole. L'un des principaux protagonistes du commerce mondial de céréales, Cargill, a annoncé en avril 2008, en pleine crise alimentaire mondiale, que ses profits avaient augmenté de 86% et atteint 1,03 milliards de dollars pour le trimestre écoulé.³ Pour le dernier trimestre 2007, Bunge a vu ses profits augmenter de 77% par rapport à la même période de l'année précédente.⁴ Le Cycle de Doha va fortifier la position des sociétés transnationales dans les marchés agricoles, qui prospèrent grâce à la dérégulation commerciale.

3. Les négociations de Doha ne s'attaquent pas aux principaux problèmes auxquels se heurte le système alimentaire mondial : le changement climatique, la diminution des ressources naturelles, le quadruplement du prix du pétrole, l'absence de concurrence sur les marchés internationaux de produits de base, la spéculation financière et l'expansion rapide de la production non durable d'agrocarburants.

Nous sommes d'avis que, pour résoudre la crise alimentaire, les mesures suivantes doivent être prises:

1. Les gouvernements et les communautés doivent disposer d'une série d'outils qui leur permettent de mettre en place des systèmes alimentaires et agricoles solides,

susceptibles d'affronter les défis de l'avenir. Pour cela, il faut mettre davantage l'accent sur des politiques favorables à la souveraineté alimentaire, protéger la production locale contre le dumping, entreprendre une réelle réforme agraire et autoriser les instruments commerciaux tels que les quotas et les droits de douane. Certains de ces instruments sont proposés par un groupe de 46 pays en développement – le G33 – aux négociations de l'OMC sur les produits spéciaux et sur le mécanisme de sauvegarde spéciale.

2. La volatilité des prix agricoles doit être combattue au moyen de politiques nationales et de mesures internationales pour éviter les crises alimentaires et pour que les petits producteurs puissent compter sur des revenus stables. Il faut ré-établir des stocks publics bien gérés, car ils sont un moyen important contre l'instabilité des prix et l'insécurité alimentaire. Il faut contrôler la spéculation et éviter que les commerçants et les détaillants fixent des prix extrêmement élevés aux consommateurs. Le Groupe Africain a présenté il y a longtemps à l'OMC une proposition concernant la possibilité pour les pays producteurs de produits de base de passer des accords entre eux pour stabiliser les prix. Cette proposition mérite d'être examinée plus attentivement.

3. Les gouvernements devraient mettre en place des filets de sécurité et des systèmes publics de distribution pour éviter la généralisation de la faim. Ils doivent fournir aux consommateurs les plus pauvres du soutien financier pour qu'ils puissent se nourrir, en y affectant le maximum des ressources disponibles de l'État et de la communauté internationale.

4. Il est nécessaire de réformer le système d'aide alimentaire pour accélérer la capacité de réponse et rendre plus souple la fourniture d'aide alimentaire. Au lieu d'utiliser les excédents de la production agricole comme aide alimentaire « en nature », les donateurs devraient fournir de l'argent aux gouvernements et aux agences d'aide pour qu'ils achètent des aliments produits localement.

5. Les pays en développement ne devraient pas s'engager à libéraliser les services financiers dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (GATS) ou des négociations commerciales bilatérales et régionales, car cela pourrait empêcher l'accès des agriculteurs à des services financiers tels que l'assurance et le crédit.

Nous comptons sur la possibilité de discuter de ces questions avec vous, et de voir surgir des solutions réelles à la crise alimentaire mondiale.

Veillez agréer, Messieurs les Ministres, l'expression de nos salutations distinguées.

Sincerely,

International and Regional Networks

<i>Organization</i>		<i>Presence In</i>
1.	Action Aid International	International
2.	Africa Europe Faith & Justice Network (AEFJN)	Africa and Europe
3.	Africa Trade Network (ATN)	Africa
4.	Asian Peasant Coalition (APC)	Bangladesh, India, Indonesia, Nepal, Malaysia, Mongolia, Pakistan, Philippines and Sri Lanka
5.	A SEED	Europe
6.	ATTAC	Argentina, Austria, Chile, France, Germany, Japan, Morocco, Norway, Spain, Poland, Flanders (Belgium), Hungary, Italy, Switzerland
7.	Caribbean Association for Feminist Research and Action	Jamaica, St. Lucia, Trinidad and Tobago
8.	Consejo de Investigaciones para el Desarrollo de Centroamérica (Council of Research for Development of Central America - CIDECA)	Central America
9.	Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo (Latin American Coordination of Rural Organizations – CLOC)	Latin America
10.	East and Southern Africa Small Scale Farmers Forum (ESAFF)	Africa
11.	Economic Justice Network (EJN) of the Fellowship of Christian Councils	Southern Africa
12.	Friends of the Earth International	International
13.	Friends of the Earth	Europe
14.	Fundación América Latina	Latin America
15.	Focus on the Global South	Thailand
16.	Global Network Latin America	Argentina, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, Dominican Republic, Ecuador, Mexico, and Peru

17.	Grupo de Agricultura y Comercio de la Alianza Social Continental (Working Group on Trade and Agriculture of the Hemispheric Social Alliance)	Latin America
18.	International Federation of Organic Agriculture Movements (IFOAM)	International
19.	International Gender and Trade Network	International
20.	International Metalworkers Federation	East and Southern Africa, South and Southeast Asia, Latin America and Caribbean
21.	International Union of Food Workers	International
22.	La Via Campesina	International
23.	Mesa de Coordinación Latinoamericana de Comercio Justo	Latin America
24.	Oxfam International	International
25.	Pesticide Action Network (PAN)	International
26.	Public Services International	Europe, Asia-Pacific, Inter-Americas, Africa & Arab countries
27.	Red de Acción en Plaguicidas de América Latina (Network on Pesticides, Latin America - RAPAL)	Latin America
28.	Southern and Eastern African Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI)	Kenya, Zimbabwe, Uganda
29.	Third World Network	Malaysia, Africa, Geneva, China
30.	The World Alliance of Reformed Churches	International
31.	UBUNTU	International
32.	Young Womens Christian Alliance	International

National and Sub Regional Networks

<i>Organization</i>		<i>Presence In</i>
1.	Acción Ecológica	Ecuador
2.	ACSUR Las Segovias	Spain
3.	Advocates for Safe Parenthood	St. Lucia

4.	Africa Action	USA
5.	African Forum on Alternatives	Senegal
6.	Agricultural Missions, Inc.	USA
7.	Aitec	France
8.	Alianza Social Continental Capítulo	Peru
9.	Alianza por Litorales Manglares Aguas y Suelos (ALMAS)	Venezuela
10.	Anti Debt Coalition (KUA)	Indonesia
11.	Alliance of Progressive Labor (APL)	Philippines
12.	Nationale des Consommateurs et de l'Environnement du Togo	Togo
13.	Asia Pacific Forum on Women Law and Development (APWLD)	Thailand
14.	Artisanal Fishers Association	South Africa
15.	Australia Fair Trade and Investment Network (AFTINET)	Australia
16.	Bhartiya Krishak Samaj (National Farmers' Movement – BKS)	India
17.	Bios Iguana A.C. de Colima	Mexico
18.	Brot Fuer De Welt	Germany
19.	Campaign for the Reform of the World Bank (CRBM)	Italy
20.	Canadian Council for International Co-Operation	Canada
21.	Canadian National Farmers Union	Canada
22.	Center for Encounter and Active Non-Violence	Austria
23.	Centre for Civil Society Economic Justice Project (University of KwaZulu-Natal)	South Africa
24.	Center for Women's Studies, Catholic University of Our Lady of the Ascension	Paraguay
25.	Central Unica dos Trabalhadores (National Labor Federation – CUT)	Brazil

26.	Centre du Commerce International pour le Developpement (CECIDE)	Guinee
27.	Centre for Education and Communication (CEC)	India
28.	Centre for Research on Multinational Corporations (SOMO)	The Netherlands
29.	CENTINELA	Venezuela
30.	Centro Cultural Pachakamak Ayni	Ecuador
31.	Centro de Formación Guayana	Venezuela
32.	Centro de Politicas Publicas para el Socialismo (CEPPAS)	Argentina
33.	Centro de Estudios Sobre Tecnologías Apropriadas (Center for the Study of Appropriate Technology)	Argentina
34.	Center for Fair and Alternative Trade Studies	USA
35.	Centre National de Coopération au Développement (CNCD-11.11.11)	Belgium
36.	Christians for Justice and Peace	Colombia
37.	CIDSE	Belgium
38.	French Committee for International Solidarity (CFSI)	France
39.	Central Geral dos Trabalhadores do Brasil (National Workers' Federation – CGTB)	Brazil
40.	Centro de Investigación y Promoción Franciscano y Ecológico (Center for Franciscan and Ecological Investigation and Promotion – CIPFE)	Uruguay
41.	Center of Concern	USA
42.	Citizen for Social Justice and Development	Pakistan
43.	Ciudadanos Por La Integracion	Peru
44.	Coecoceiba-FOE	Costa Rica
45.	Colectivo de Lesbianas Feministas Josefa Camejo	Venezuela

46.	Collectif Stratégies Alimentaires	Belgium
47.	Colectivo Rebelión	Mexico
48.	Comhlamh	Ireland
49.	Comitè de Solidaritat amb els Pobles Indígenes dZ Amèrica	Spain
50.	Committee for Asian Women (CAW)	Thailand
51.	Commission for Filipino Migrant Workers (CFMW)	The Netherlands
52.	Common Frontiers	Canada
53.	Confederation of Labor and Allied Social Services (CLASS)	Philippines
54.	Consumers Association of Penang	Malaysia
55.	Coordinador Consumidores por el Desarrollo	Peru
56.	Coordination Sud, French Platform of Development NGOs	France
57.	Coordination Andhra Pradesh Vyavasaya Vruthidarula Union (APVVU)	India
58.	Corporate Europe Observatory (CEO)	The Netherlands
59.	Daughters of Mumbi Global Resource Center	Kenya
60.	DECA Equipo Pueblo	Mexico
61.	Departamento de Pastoral Social Diócesis de San Carlos de Bariloche	Argentina
62.	Ecologistas en Acción	Spain
63.	Earth Spirituality	USA
64.	Economic Justice Network	South Africa
65.	Economic Justice and Development Organization (EJAD)	Pakistan
66.	Ecoportal.Net	Argentina
67.	El Movimiento Popular y Social Organizado de El Salvador en las Comunidades de Fe y Vida COFEVI y su Pastoral Ecumenica	El Salvador
68.	Enda Tiers Monde	Senegal

69.	Espacio DESC	Mexico
70.	Enginyeria Sense Fronteres-Catalunya	Spain
71.	El Grupo Por Una Agricultura Alternativa Y de Alerta Ante La Transgenesis (Alternative Agriculture and GMO Alert Group - AGALAT)	Panama
72.	Ethical Development Action (EDA) of Cork	Ireland
73.	Fair	Italy
74.	Family Farm Defenders	USA
75.	Farmer Solidarity Project	USA
76.	Federación de Obreros Universitarios	Venezuela
77.	Federación de Sindicato de Profesores Universitarios (FENASINPRES)	Venezuela
78.	Federación de Trabajadores de la Harina (FETRAHARINA)	Venezuela
79.	Federación de Trabajadores de la Industria Gragica (FETRAIG)	Venezuela
80.	Federación de Trabajadores de Telecomunicaciones (FETRATELECOMUNICACIONES)	Venezuela
81.	Federación de Trabajadores del Sector Eléctrico (FETRAELEC)	Venezuela
82.	Federación de Trabajadores Universitarios (FETRAUVE)	Venezuela
83.	Federación Nacional de Sindicatos de Trabajadores de la Salud (FENASIRTRASALUD)	Venezuela
84.	Federación Nacional de Trabajadores del Sector Público (FENTRASEP)	Venezuela
85.	Federación Regional Única de Trabajadores Campesinos del Altiplano Sur FRUTCAS de Uyuni	Bolivia
86.	Federación Unitaria de Trabajadores de Petroleo y Gas (FUTEP)	Venezuela
87.	Farmer and Nature Net (FNN)	Cambodia
88.	Fondazione Neno Zanchetta	Italy
89.	Food & Water Watch	USA, Europe

90.	FoodSPAN	Ghana
91.	Food First/Institute for Food and Development Policy	USA
92.	Foro "Corriente de Opinion Ciudadana"	Argentina
93.	Frente Democrático Campesino (FDC)	Mexico
94.	Friends of the Earth	Malaysia
95.	Friends of the Earth	England, Wales and Northern Ireland
96.	Fundación de Estudios, Acción, y Participación Social de Ecuador	Ecuador
97.	Fundación Solon	Bolivia
98.	FUNDAMAYA	Guatemala
99.	Galway One World Centre	Ireland
100.	Ghana Trade and Livelihoods Coalition (GTLC)	Ghana
101.	Global Compliance Research Project	Canada
102.	Global Exchange	USA
103.	Global Youth Network for Economic Justice (GLOYONEJ)	Indonesia
104.	Globalization Watch Hiroshima	Japan
105.	Gret	France
106.	Grassroots International	USA
107.	GroundWork, Friends of the Earth	South Africa
108.	Grupo Red de Economía Solidaria del Perú (GRESPE)	Peru
109.	Grupo de Estudios Ambientales	Mexico
110.	Hecho en Buenos Aires	Argentina
111.	IBON Foundation, Inc.	Philippines
112.	ILSA	Colombia
113.	Indian Society For Sustainable Agriculture & Rural Development	India
114.	Informationsgruppe Lateinamerika (IGLA)	Austria
115.	Initiative Colibri	Germany

116.	Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP)	USA
117.	Institute for Global Justice (IGJ)	Indonesia
118.	Instituto de Regeneración Ecológica	Ecuador
119.	International Forum on Globalization	USA
120.	International Grail Justice in Trade Network	Australia
121.	Japan Family Farmers Movement (NOUMINREN)	Japan
122.	Justice and Witness Ministries, United Church of Christ	USA
123.	KAIROS: Canadian Ecumenical Justice Initiatives	Canada
124.	Kentucky Interfaith Taskforce on Latin America and the Caribbean	USA
125.	Kilusang Magbubukid ng Pilipinas (KMP)	Philippines
126.	La Coordinadora Simón Bolívar	Venezuela
127.	La Unidad Ecológica Salvadoreña (UNES)	El Salvador
128.	La Articulación Nacional Campesina	Dominican Republic
129.	Labour, Health, and Human Rights Development Centre	Nigeria
130.	La'o Hamutuk (Timor-Leste Institute for Development Monitoring and Analysis)	Timor-Leste
131.	Latin American Solidarity Centre	Ireland
132.	Legal Defense and Education for Women "Vereda Themis"	Mexico
133.	Llamado Mundial a la Acción contra la Pobreza	Peru
134.	Malawi Health Equity Network	Malawi
135.	MASIPAG	Philippines
136.	Marcha Mundial de Mujeres	Argentina
137.	Marcha Mundial de las Mujeres	Peru
138.	Mesa Global de Guatemala	Guatemala

139.	Mennonite Central Committee	Canada
140.	Movement for Land and Agricultural Reform (MONLAR)	Sri Lanka
141.	Movimiento De Trabajadores Alfredo Maneiro	Venezuela
142.	Movimiento Por La Autonomia Sindical	Venezuela
143.	Mujeres Trabajando	Argentina
144.	Mujeres para el Diálogo (MpD)	Mexico
145.	Marcha Mundial de las Mujeres (MMM)	Mexico
146.	National Agricultural Workers Forum (NAWF)	India
147.	National Alliance of People's Movements	India
148.	National Network of Agrarian Reform Advocates	Philippines
149.	OEBV-Via Campesina	Austria
150.	Movimiento de Agricultura Orgánica Costarricense (Costa Rican Organic Agricultural Movement – MAOCO)	Costa Rica
151.	Poverty Elimination and Community Education Foundation (PEACE FOUNDATION)	Bangladesh
152.	Peoples' Network against Liberalization of Agriculture (PUMALAG)	Philippines
153.	Planeta Paz	Colombia
154.	Plataforma Argentina del GCAP	Argentina
155.	Plataforma de Solidaridad con Chiapas, Oaxaca y Guatemala de Madrid	Spain
156.	Platform Aarde Boer Consument (Earth Farmer Consumer)	The Netherlands
157.	Polaris Institute	Canada
158.	Public Citizen's Global Trade Watch	USA
159.	Presentation Justice Network	Ireland
160.	RALLT	Ecuador

161.	Red de Organizaciones Sociales	Paraguay
162.	Red de Semillas “Resembrando e Intercambiando”	Spain
163.	Red Mexicana de Accion frente al Libre Comercio (Mexican Action Network on Free Trade - RMALC)	Mexico
164.	Red Peruana de Comercio Justo y Consumo Ético (Peruvian Network of Fair Trade and Ethical Consumption)	Peru
165.	Red Sinti Techan	El Salvador
166.	Rede Social de Justiça e Direitos Humanos	Brazil
167.	Red Nacional Género y Economía (REDGE)	Mexico
168.	Resistance and Solidarity against Agrochem TNCs (RESIST)	Philippines
169.	Rural Women’s NGO	Kyrgyzstan
170.	Sandigan Samahang Magsasaka (SASAMAG)	Philippines
171.	SETEM	Spain
172.	Social Enterprise Development Foundation of West Africa (SEND)	Ghana
173.	Sindicato Nacional Fuerza Unitaria Magisterial (SINAFUM)	Venezuela
174.	Sindicato Unitario De La Construcción (SUTAC)	Venezuela
175.	Social Development Network	Kenya
176.	SOS Faim – Agir avec le Sud	Belgium
177.	SOS Faim - Action for Development	Luxembourg
178.	South Asian Network for Social and Agricultural Development (SANSAD)	India
179.	Southeast Asian Council For Food Security and Fair Trade (SEACON)	South Asia
180.	Spire, the Development Fund Youth Group	Norway
181.	St. Lucia National Organization of Women	St. Lucia
182.	Sugar Workers Solidarity Network	Philippines

183.	Taller Ecologista	Argentina
184.	Tanggol Magsasaka	Philippines
185.	The Cornucopia Institute	USA
186.	The Development Fund	Norway
187.	The National Confederation Of Officers Associations (NCOA)	India
188.	The National Union of Students of the Philippines (NUSP)	Philippines
189.	The Oakland Institute	USA
190.	The Trade Collective	South Africa
191.	Tierra Viva	Bolivia
192.	Trade Watch	Italy
193.	Transnational Institute	The Netherlands
194.	Trócaire	Ireland
195.	Union De Comunidades Indigenas De La Zonanorte Del Istmo (Community Union of Indigenous of the Northern Zone of the Isthmus – Ucizoni)	Mexico
196.	Veterinarios Sin Fronteras	Spain
197.	Voice	Bangladesh
198.	Vredeseilanden	Belgium
199.	Washington Biotechnology Action Council	USA
200.	War on Want	United Kingdom
201.	Welfare Association for the Rights of Bangladeshi Emigrants (WARBE)	Bangladesh
202.	Womyn's Agenda for Change (WAC)	Cambodia
203.	World Development Movement	United Kingdom
204.	World View	The Gambia
205.	X minus Y Solidarity Fund	The Netherlands

¹ Le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a dit au Conseil général et au Comité des négociations commerciales (CNC) que «nous sommes tous témoins des turbulences financières que nous traversons et des augmentations des prix de l'énergie et des produits alimentaires qui touchent gravement nombre de vos pays. Alors que l'économie mondiale traverse une passe difficile, l'aboutissement du Cycle de Doha peut offrir un point d'ancrage solide». M. Lamy a argumenté que l'expansion continue du commerce multilatéral est une police d'assurance contre les instabilités du marché et les turbulences financières. Le président de la Banque mondiale et ancien représentant de U.S. Trade, Robert Zoellick, a dit dans un discours prononcé au Center for Global Development que, pour résoudre la crise alimentaire, l'essentiel est de «sortir de l'impasse dans laquelle se trouve le Programme de développement de Doha». Il a dit: «Un système de commerce agricole mondial plus équitable et plus ouvert offrira davantage d'opportunités aux agriculteurs africains et à ceux d'autres pays en développement de développer leur production, et leur donnera la confiance nécessaire à cette fin». De même, Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI, a écrit dans le Financial Times: «mener à bien le cycle de Doha serait d'une aide capitale dans la mesure où cela réduirait les barrières douanières et les distorsions de concurrence et où cela favoriserait le commerce agricole». Finalement, le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, a écrit dans l'International Herald Tribune: «Les gouvernements sont confrontés à l'affaiblissement des économies et à la flambée des prix alimentaires. Tandis que les manifestations de compassion se multiplient, une action importante et immédiate pour aider à résoudre la crise consisterait à adopter un nouvel accord commercial multilatéral».

- http://www.wto.org/french/news_f/news08_f/gc_chair_tnc_7may08_f.htm
- http://www.wto.org/french/news_f/news08_f/tnc_17apr08_f.htm
- http://www.wto.org/french/news_f/sppl_f/sppl88_f.htm
- http://www.wto.org/french/news_f/sppl_f/sppl85_f.htm
- <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:21711307~pagePK:34370~piPK:42770~theSitePK:4607,00.html>
- A global approach is required to tackle high food prices, Dominique Strauss-Kahn, 21 avril 2008
- Trade Agreement Needed Now, Angel Gurría, International Herald Tribune, 25 avril 2008.

² Les pays en développement sont passés d'une balance excédentaire de 1,9 milliard de dollars dans les années 70 à un déficit de 17,6 milliards en 2000 et de 9,3 milliards en 2004. Sauf dans le cas du Brésil, les chiffres sont encore plus frappants: le surplus commercial de produits alimentaires, qui était de 1,6 milliards de dollars, s'est transformé en un déficit de 26,1 milliards en 2004. Les importations de céréales des pays à faible revenus ont atteint 38 milliards de dollars en 2007. Les projections de la FAO montrent que le déficit commercial de produits alimentaires des pays en développement pourrait grimper à plus de 50 milliards de dollars d'ici 2030.

³ Cité par The Star Tribune.

⁴ Crise alimentaire : le commerce de la faim, Grain, avril 2008.
